

1^{ER} MAI : PRISE DE PAROLE DES TRAVAILLEUR•EUSES DES MÉDIAS

Nous publions ci-dessous le discours prononcé par des travailleurs et travailleuses des médias à l'occasion de la manifestation du 1^{er} Mai.

L'information est en péril. Nos démocraties aussi.

La concentration de la presse écrite en Suisse, qui est à l'œuvre depuis de nombreuses années, répond à une logique économique implacable: la maximisation des profits. La marchandisation de l'information détruit inexorablement la diversité des journaux et des opinions, particulièrement en Suisse romande.

Les titres fusionnent ou disparaissent, les rédactions sont réduites à peau de chagrin, les journalistes sont licencié·es et les imprimeries ferment les unes après les autres. Ce sont des métiers, des savoir-faire et un patrimoine industriel qui disparaissent de manière irrémédiable. La classe politique semble dépassée par ce délitement, au mieux impuissante et au pire acquiesce à la doctrine ultralibérale consistant à laisser faire le marché.

Les médias de service public, essentiels à la préservation des équilibres linguistiques en Suisse, font aussi face à des pressions importantes. Les récentes restructurations à la RTS, entraînant des suppressions de postes, illustrent ces pressions. Il est crucial de défendre l'indépendance et la qualité de l'information contre les intérêts particuliers.

Car l'information est un bien commun. Elle a cette fonction fondamentale, en démocratie, de participer à la formation de l'opinion des citoyens et des citoyennes.

Elle renforce notre capacité à penser et notre pouvoir d'agir. C'est également un rempart essentiel face à l'offensive des forces réactionnaires.

L'autoritarisme et le fascisme menacent aujourd'hui dangereusement les acquis sociaux et démocratiques. S'il n'est pas encore minuit dans le siècle, l'heure est à la mobilisation du camp de l'émancipation, ici et partout ailleurs. En Suisse, l'extrême droite domine depuis plus d'un quart de siècle le champ politique au niveau fédéral, mais elle n'est pas encore au pouvoir partout.

Nous appelons les responsables politiques à réfléchir de toute urgence à de nouveaux mécanismes de soutien concret aux médias, notamment pour la presse écrite. Il est temps d'activer tous les leviers de nos institutions publiques et d'ouvrir la discussion, y compris sur les aides directes ou indirectes, avant qu'il ne soit trop tard.

La défense d'un journalisme d'intérêt public repose sur la participation de tous et toutes. Nous appelons également les travailleurs et les travailleuses à contribuer activement à sa survie, par la lutte pour la qualité de l'audiovisuel de service public ainsi que par la prise d'abonnements auprès de vos journaux régionaux.

Le collectif «RTS pour la diversité des médias»

*L'équipe du journal
Le Courrier*

**L'INFORMATION
N'A JAMAIS
EU AUTANT DE
VALEUR.**

Investissez dans son indépendance!

Abonnez-vous dès 20.-/mois



LE COURRIER